



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Incohérence du cadre réglementaire encadrant les activités privées

Question écrite n° 11323

Texte de la question

Mme Valérie Bazin-Malgras appelle l'attention de M. le ministre délégué auprès de la ministre de l'action et des comptes publics, chargé de la fonction publique et de la réforme de l'État, sur l'incohérence croissante du cadre réglementaire encadrant les activités privées des agents publics, en particulier l'application de l'article L.123-8 du code général de la fonction publique. De nombreux agents territoriaux exercent, sur leur temps personnel, une activité indépendante parfaitement compatible avec leurs obligations professionnelles, sans conflit d'intérêts ni atteinte au fonctionnement du service. Pourtant, à l'issue d'un temps partiel pour création d'entreprise, l'article L. 123-8 leur interdit de poursuivre cette activité, créant une situation injustifiée et source de précarité. Par ailleurs, une contradiction est apparue entre la loi et une réponse ministérielle publiée au *Journal Officiel* en mai 2025, indiquant qu'un temps partiel pour création d'entreprise pouvait être « indéfiniment renouvelable », ce qui contredit la lettre même du texte législatif et entretient une confusion préjudiciable tant pour les agents que pour les employeurs publics. Enfin, la liste actuelle des activités accessoires autorisées apparaît trop restrictive et ne correspond plus aux réalités économiques. De nombreux agents se trouvent empêchés de travailler légalement sur leur temps libre sans raison objective. Elle lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour clarifier l'application de l'article L. 123-8, s'il envisage de moderniser ou d'assouplir la liste des activités accessoires et comment il compte mettre fin à la contradiction entre la loi et la réponse ministérielle publiée. Elle souhaite connaître ses intentions pour garantir un cadre cohérent, lisible et adapté aux besoins des agents publics.

Données clés

- Auteur : [Mme Valérie Bazin-Malgras](#)
- Circonscription : Aube (2^e circonscription) - Droite Républicaine
- Type de question : Question écrite

Version web : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/17/questions/QANR5L17QE11323>

- Numéro de la question : 11323
- Rubrique : Fonctionnaires et agents publics
- Ministère interrogé : [Fonction publique et réforme de l'État](#)
- Ministère attributaire : [Fonction publique et réforme de l'État](#)

Date(s) clé(s)

- Question publiée au JO le : [2 décembre 2025](#), page 9637